

L'Humanité

Le Rouge



jeudi
8 avril 1976
No 466

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Ne croyez pas les mensonges de la presse bourgeoise !

CE QUI SE PASSE VRAIMENT EN CHINE

Les incidents survenus sur la place Tien An Men, à Pékin, à l'occasion du Jour des morts, continuent de susciter hypothèses et commentaires malveillants de la part de tous ceux qui vivent dans le vain espoir de voir un jour la Chine socialiste changer de couleur.

Que se passe-t-il à Pékin ? Il semble bien que dans l'intense lutte de classes qui se déroule actuellement à travers toute la Chine, un certain nombre d'éléments réactionnaires aient cherché à fomenter des troubles pour semer la confusion et la division, détourner l'attention des critiques dont ils sont l'objet.

En témoigne le message diffusé par le maire de Pékin, Wu Teh, faisant état de « provocation » au cours de cette journée de lundi.

En témoigne aussi, sur un tout autre plan cette fois, la réaction immédiate de l'agence d'information révisionniste de Pologne, « PAP ». Celle-ci a pris position avec une rare célérité, en faveur de la petite poignée de manifestants dont l'agitation est présentée comme « jouissant du soutien des modérés, de l'homme de la rue », attachés, d'après elle, à « une stabilité relative et à la réalisation du principe selon lequel la récompense matérielle est inséparable du travail ».

Mais le sens profond de ces événements doit être rattaché à la lutte de classe aiguë qui se mène actuellement en Chine pour consolider et développer les acquis de la Révolution culturelle que certains cherchent à remettre en question. Il est donné par l'éditorial de mardi du « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois, intitulé : « Maintenir solidement l'orientation générale de la lutte » dont nous publions ci-dessous de larges extraits : « ... Nous avons déjà remporté une grande victoire. Mais la lutte des classes reste aiguë et complexe, et il existe encore des obstacles et des méandres dans la voie que nous continuons... »

« En critiquant ce vent déviationniste de droite, le



« ... Il ne faut ni entreprendre des marches pour établir des contacts, ni organiser des équipes de combat, ni former des clans. Il faut avoir confiance dans les masses et s'appuyer sur elles... »

président Mao a indiqué : « En 1949, il a été avancé que la contradiction principale à l'intérieur du pays est celle entre le prolétariat et la bourgeoisie. Treize ans plus tard était de nouveau posée la question de la lutte de classes, et il était ajouté que la situation commençait à s'améliorer. En quoi consiste la Grande Révolution culturelle ? C'est une lutte de classes ! Liou Chao-chi prêchait la théorie de l'extinction de la lutte de classes ; or lui-même ne l'a pas éteinte, il voulait protéger une poignée de renégats et de fanatiques à sa dévotion. Lin Piao voulait abattre le prolétariat : il a tramé un coup d'État. Alors, y a-t-il eu extinction ? »

« La directive du président Mao met au grand jour le caractère réactionnaire et trompeur de la théorie de l'extinction de la lutte de classes colportée par Liou Chao-chi, Lin Piao et ce responsable du parti engagé dans la voie capitaliste et non repent, démontre d'une façon pénétrante la nature de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et nous enseigne une fois de plus qu'il faut analyser, du point de vue de la lutte de classes, les contradictions de la société socialiste... »

(Suite page 2)

Fiasco CGT à Bonne Nouvelle

Séguy au secours du capitalisme

Mardi de 8 heures à 15 heures, la direction CGT prétendait tenir un rassemblement des travailleurs en lutte contre les licenciements. En fait de rassemblement, les énormes banderoles et badges ne parvenaient pas à dissimuler le faible nombre de participants dans la vingtaine de stands ou sur les trottoirs. Quant à la lutte contre les licenciements, il

n'en était pas beaucoup question. Si c'est ce qui motivait les travailleurs présents ce n'était pas le souci principal des organisateurs. Rien d'étonnant à cela quand on sait par exemple que pour deux des entreprises représentées, Chaufour et Triton pour ne citer qu'elles, les responsables CGT ont depuis longtemps bradé la lutte...

(Suite page 3)

Egypte

Réplique à l'ingérence soviétique

Après l'abrogation par l'Égypte du traité égypto-soviétique, les nouveaux tsars du Kremlin ont publié une déclaration attaquant vivement le gouvernement égyptien et destinée à briser l'unité des pays et des peuples arabes. Diviser pour régner,

telle est la devise de tous ceux qui rêvent d'étendre leur domination. Cette déclaration, qui constitue un acte flagrant d'ingérence dans les affaires intérieures égyptiennes, a reçu une réplique ferme de la part du gouvernement et de l'Assemblée populaire égyptienne qui l'ont condamnée énergiquement (voir HR du mardi 6 avril). En outre, M. Sayed Marei, président de l'Assemblée populaire égyptienne, dans un discours pertinent prononcé devant les étudiants d'Alexandrie mardi a déclaré : « L'URSS veut que nous suivions une certaine ligne » faute de quoi « elle cesse de nous fournir des pièces de rechange et nous réclame le paiement de nos dettes sans délai ».

L'URSS reproche à l'Égypte d'acheter 1 million de tonnes de blé américain, mais, a déclaré M. Marei, « l'URSS reçoit 7 millions de tonnes de blé américain par an ».

« Alors qu'il se trouve en URSS 40 branches de banques traitant en devises étrangères », Moscou reproche à l'Égypte « sa politique d'ouverture sous prétexte de déviation vers l'Occident » a-t-il ajouté. M. Marei compara ensuite avec l'Irak et la Syrie « qui reçoivent tout leur approvisionnement de l'URSS bien que les investissements occidentaux chez eux soient bien supérieurs aux investissements occidentaux en Égypte ».

La pierre soulevée par Moscou dans ses attaques contre l'Égypte lui retombe sur les pieds.

ETUDIANTS

Dans de nombreuses facultés

REPRISE DE LA GREVE

Alors que le gouvernement espérait que les vacances et la perspective des examens allaient casser la lutte des étudiants contre la réforme Soisson, il n'en a rien été.

Lundi et mardi, la grève a été à nouveau votée dans de nombreuses assemblées générales.

A Toulouse, les étudiants de la faculté des Lettres ont repris la grève. Dans l'après-midi de lundi plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants ont occupé Conseil d'Université au cours de sa séance inaugurale. Ils ont exigé que le conseil se prononce sur les points suivants :

- levée des inculpations de deux étudiants consécutive à la séquestration du recteur décidée et appliquée massivement le 11 février dernier.

- refus de transmettre les demandes d'habilitation des nouveaux diplômés de la réforme Soisson.

- maintien du personnel en place en particulier des vacataires.

- obtention de moyens permettant la libre expression des étudiants (moyens de reprographie, et lieux de réunion).

Devant la résolution manifestée par les étudiants, les élus de conseil, parmi lesquels une majorité de révisionnistes du SNESSup et de l'UNEF, ont pris peur et

ont cédé sur tous les points après avoir tenté à plusieurs reprises de se dérober.

Par ailleurs des piquets de grève ont été mis en place pour faire respecter la grève.

Il en est de même à Nanterre où la grève a été votée massivement en assemblée générale. A Brest, dès lundi, la grève a été votée à la faculté de Lettres et à celle de Droit, Sciences économiques.

A Perpignan, la grève a été décidée également et les enseignants se sont également mis en grève.

A Montpellier, en Droit, la grève est suivie par presque tous les étudiants.

A Orléans, elle a été également décidée à la faculté des Lettres.

A Rennes, si les cours ont repris en Droit et en Sciences économiques, la grève a été décidée à une large majorité en faculté de Lettres.

A Lille, des délégués des étudiants en lutte devaient être élus mardi dans chaque Unité d'enseignement et de recherche.

A Villetaneuse, la grève a également repris.

Tout cela démontre avec éclat la détermination des étudiants et leur refus du chantage du gouvernement selon lequel les étudiants en grève n'auraient pas leurs examens.

Ce qui se passe vraiment en Chine

(Suite de la page 1)

« Il faut mettre à la première place l'étude de la série d'importantes directives du président Mao. Ces directives sont pour nous une arme tranchante dans la lutte pour repousser le vent déviationniste de droite, un phare illuminant la voie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Nous devons les étudier consciencieusement pour bien comprendre la nature de la lutte en cours ainsi que ses principes et ses mesures politiques si nous n'étudions pas, nous perdrons la bonne orientation et nous serons dupés et pris au piège.

Il faut diriger le fer de lance contre ce responsable du parti engagé dans la voie capitaliste qui refuse de s'amender... (il) est le chef de file des représentants de la bourgeoisie. Son programme révisionniste, sa ligne révisionniste, ses propos et ses actes réactionnaires incarnent de façon condensée le désir de restauration de la bourgeoisie. En dirigeant le fer de lance contre lui, en le dénonçant et le stigmatisant à fond, nous pourrions distinguer le vrai du faux quant à la lutte entre les deux lignes et unir plus de 95 % des cadres et des masses, remporter des victoires plus grandes encore dans la lutte pour repousser ce vent déviationniste de droite. Si nous agissons de la sorte, le complot des ennemis de classe visant à détourner l'orientation de la lutte sera complètement faillite.

Nous devons redoubler notre vigilance révolutionnaire. La riposte au vent déviationniste de droite visant à remettre en cause les conclusions justes est une grave lutte de classes et elle ne manquera pas de se heurter à une résistance effrénée et à une provocation de troubles de la part des ennemis de classes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en particulier par la bourgeoisie au sein du parti. Nous devons suivre de près à tout moment la nouvelle tendance de la lutte de classes. Nous nous garderons des ennemis de classe qui répandent des rumeurs, créent des incidents, dressent les masses les uns contre les autres et sabotent la révolution et la production. Une petite poignée d'ennemis de classe fabriquent des mensonges politiques pour tromper les gens, attaquent et divisent le Comité central du parti ayant à sa tête le président Mao ; il faut exercer la dictature du prolétariat sur eux, les poursuivre jusqu'au bout et leur donner de rudes coups.

Il faut renforcer la direction sur le mouvement. La lutte contre ce vent déviationniste de droite se déroule sous la direction unifiée des comités du parti aux divers échelons. Il ne faut ni entreprendre des marches pour établir des contacts ni organiser des équipes de combat ni former des clans. Il faut avoir confiance dans les masses et s'appuyer sur elles. Il faut mener à bien l'éducation et le travail idéologique parmi le petit nombre de gens trompés par des mensonges.

Unissons-nous et avançons sur la voie indiquée par le président Mao !»



Le lent naufrage du capitalisme anglais

La livre sterling enregistrerait hier mardi une nouvelle baisse importante sur le marché londonien, son taux moyen de dépréciation s'élevant à un nouveau record de 36,6 %. C'est un nouveau signe de la crise économique et financière qui frappe de plein le capitalisme britannique. D'autres faits abondent en ce sens : taux annuel d'inflation de 25 %, production de fer et d'acier la plus basse depuis 10 ans, récession continue dans le bâtiment, dans les entreprises de construction navale, dans l'industrie mécanique, le textile, etc.

Pour le seul premier trimestre de 1975, les investissements à l'échelle nationale ont diminué de 9 %, enregistrant la baisse la plus forte depuis 1969.

De l'aveu de la presse anglaise elle-même, au cours de l'année écoulée, plus de 7 500 entreprises ont fait faillite. C'est là un chiffre sans précédent, y compris même durant la grande dépression économique des

Dans le livre blanc consacré à l'analyse des causes de la décadence de l'économie britannique, le gouvernement travailliste a trouvé un bouc émissaire à tous ses maux : l'État-providence censé engouffrer la majorité du Produit national brut au détriment du secteur privé. D'où le remède invariablement proposé par les politiciens bourgeois : l'austérité pour la classe

crifices nécessaires», de la «productivité», de la «rentabilité» et de la «mise en valeur du potentiel national». Le secrétaire général des TUC parle même de «l'apparition d'un consensus qui s'établit autour des mots d'ordre qui prônent modération et responsabilité». Mais, à vrai dire, ce consensus n'existe guère que dans la tête des exploitateurs qui y ont intérêt. La classe



Une manifestation ouvrière à Londres.

années 30. Le déficit de la balance des paiements a atteint 1 milliard 687 millions de livres sterling, pendant que les réserves monétaires subissaient une diminution encore plus grande.

Les institutions économiques britanniques doivent le reconnaître publiquement : la crise doit se poursuivre en 1976 et s'approfondir encore. Elle entraînera un nouvel accroissement du nombre des chômeurs qui atteint déjà 1,5 millions, soit 6,7 % de la population active.

Pas de ralentissement prévu non plus dans l'augmentation des prix qui grimperont en 1976 de 15 %, aggravant encore la situation difficile des travailleurs.

Ces augmentations toucheront les carburants, les loyers, les impôts, les produits industriels, etc., qui grèvent déjà lourdement les budgets populaires ; parallèlement les crédits destinés aux secteurs sociaux se voient réduits à la portion congrue.

ouvrière anglaise, pendant 3,4 ans ou plus, on ne sait pas au juste, l'important étant de sauvegarder la «relance» des profits.

Les centrales syndicales de collaboration de classe que sont les TUC (syndicats anglais) se font les champions de cette politique d'austérité auprès des travailleurs à qui ils tiennent le langage des «sa-

ouvrière anglaise, elle, multiplie ses actions revendicatives, développe de puissants mouvements de grève. A tel point que, tel un rat prudent, Wilson a préféré quitter le navire ! Son successeur, Callaghan, réputé «plus à droite», encore ne manquera pas de suivre la même politique. Il s'exposera ainsi à des déboires encore plus importants.

Portugal

Que prépare Spinola?

Le général Spinola préparerait un coup d'état au Portugal pour le mois de mai ou juin, affirme la revue Ouest-allemande «Stern».

Selon elle, Spinola a séjourné le 25 mars à Düsseldorf, sous le pseudonyme de «général Walter» pour tenter de trouver des armes destinées au «Mouvement démocratique de libération du Portugal», la bande armée qu'il entretient au pays

depuis son expulsion. Il aurait confié à un journaliste, se faisant passer pour membre d'un parti allemand de droite, qu'il cherchait à acquérir 6 000 fusils et pistolets mitrailleurs, onze millions de balles, dix mille grenades, trois cent cinquante mortiers et quelque 20 millions de francs. Voilà qui est beaucoup pour l'image d'exilé pacifique qu'il cherche à donner de lui !

nouvelles du monde

ITALIE : OFFENSIVE OUVRIERE

Un million et demi de métallurgistes italiens ont commencé mardi une grève nationale de quatre heures pour soutenir leurs revendications de salaires et d'emploi. Aujourd'hui mercredi, ce sont les secteurs de l'alimentation dépendant des industries publiques ou semi-publiques qui sont en grève. Jeudi ce sera le tour des ouvriers du bâtiment, des transports aériens et de chemins de fer.

Mais la riposte ouvrière à la politique d'austérité du gouvernement est divisée, morcelée, par les centrales syndicales, particulièrement la CGIL contrôlée par le PCI, qui entendent la mettre au service de leurs calculs électoraux.

ESPAGNE : FUSILLADES ENTRE EVADES ET POLICIERS

19 des 31 prisonniers politiques évadés de la prison de Ségovie ont été repris mardi, à quelques centaines de mètres de la frontière française. Des fusillades ont éclaté par intermittence des rangs des énormes forces de police mobilisées pour l'occasion et tirant sur de petits groupes d'évadés.

O Riol Sole Sugranes, qui faisait partie du groupe du jeune anarchiste Puig Antich, garrotté par Franco, a été tué par balle et un militant basque de l'ETA grièvement blessé.

La situation politique demeure très tendue dans toute la zone de Bargaete, en Navarre, où se sont produites les 19 arrestations.

EGYPTE : L'AIDE ARABE

Une réunion des ministres des Finances d'Égypte, d'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar et des Emirats arabes unis vient de se tenir pour discuter de la création d'un fonds arabe pour le développement de l'économie égyptienne. L'Égypte y a présenté ses besoins financiers pour rembourser ses dettes, liquider le déficit de sa balance des paiements, et réaliser son plan de développement quinquennal dans la difficile situation où l'a plongée l'exploitation soviétique.

Ces quatre pays arabes frères ont décidé de garantir à l'Égypte une aide directe de 720 millions de dollars.

RFA : UN AVOCAT NEO-NAZI SUSPENDU DE SES FONCTIONS

L'avocat ouest-allemand Manfred Roeder, connu pour ses violences antisémites et nazies ne pourra plus exercer sa profession.

Condamné le 23 février 1976 à sept mois de prison avec sursis pour incitation à la violence, manifestations en faveur de la libération de l'ancien dauphin d'Adolf Hitler, Rudolf Hess, détenu à la prison de Spandau.

Extrémiste de droite et antisémite, Roeder avait prétendu dans une brochure qu'il n'y avait jamais eu de chambres à gaz sous le régime nazi et que 200 000 juifs tout au plus avaient été supprimés durant la dernière guerre.



nouvelles intérieures

Seguy au secours du capitalisme

A Chateaufort, en poussant, dès le début, le personnel à accepter les indemnités de licenciement et à chercher du travail ailleurs ils ont réduit le nombre de grévistes à une trentaine sur 235 ! A Triton, sur ordre de l'URSS par Séguin interposé, les grévistes ont dû laisser sortir de l'usine, en direction de Moscou, la partie la plus importante du matériel qu'ils bloquaient jusqu'alors, perdant ainsi un de leur moyen de pression sur les patrons.

Non, hier, le souci de Séguin et Krasuki était de transformer les stands en panneaux publicitaires et les travailleurs en hommes-sandwiches pour y étaler leurs conceptions réactionnaires. Pour eux, ce qu'il faut défendre, ce ne sont pas les travailleurs licenciés mais l'imprimerie, le «Concorde», le «France», la machine-outil ! Partout sur les stands et dans les tracts le mot d'ordre imposé était : «pour la défense du patrimoine et de l'intérêt national». Ces nouveaux bourgeois qui convoitent la gestion du patrimoine national capitaliste rivalisent avec le pouvoir en place pour proposer solutions, plans de rechange pour replâtrer le système capitaliste en crise.

Dans cette course au pouvoir leur avidité est si grande

qu'ils n'hésitent pas à se présenter encore plus soucieux des intérêts de la bourgeoisie que Giscard lui-même. En effet dans l'édition pirate du Parisien Libéré (fabriqué par les grévistes mais rédigé par les dirigeants révisionnistes) diffusé dans le

produit technique avancé, surtout une voiture populaire qui donnait à l'automobile un nouveau visage démocratique ; ainsi en deux ans, la nationalisation montrait sa véritable vocation : servir le personnel, le peuple et l'intérêt national.»

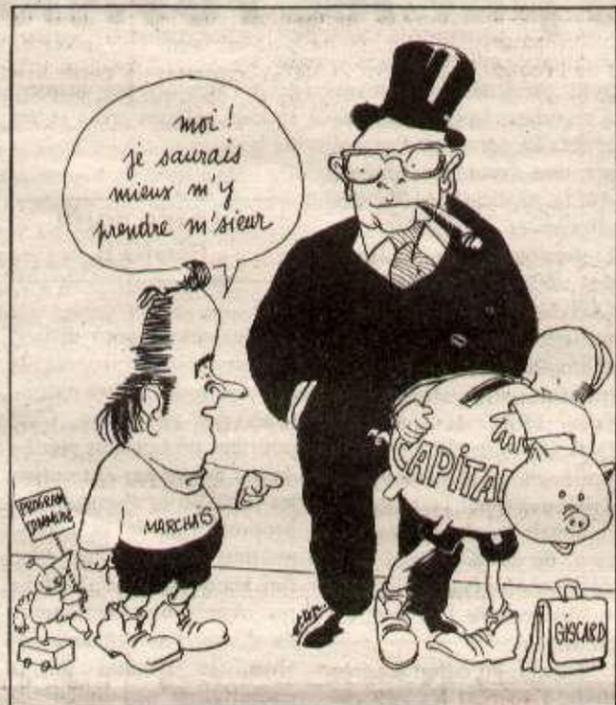
Mais il y a mieux encore :

«Les capitalistes qui, pourtant, tirent des profits considérables de cette nationalisation, ne l'ont jamais acceptée.

Sa réussite, son développement ne sont jusqu'ici dus qu'à l'action permanente du mouvement ouvrier, notamment de la CGT.»

Travailleurs de Renault, OS du Mans, ouvriers des presses, fondeurs vous avez cru lors de vos grèves affronter l'État-patron aux mains des monopoles, mais vous vous trompiez, ils vous le disent eux-mêmes, ce sont les dirigeants CGT qui président aux destinées de la Régie ! Ou plutôt ils ne font qu'un avec la bourgeoisie comme lors de l'assassinat du jeune ouvrier révolutionnaire Pierre Overney à Billancourt en 72.

Utiliser la lutte des travailleurs licenciés pour défendre en fait les intérêts du capital dont ils veulent prendre le contrôle, voilà la mystification à laquelle se sont livrés Séguin et les élus bardés de tricolore mardi. Mais la faible participation des travailleurs des entreprises concernées prouve que les masses ne suivent pas indéfiniment ces traîtres à la lutte de classe et à la Révolution. Il importe de combattre résolument et systématiquement de telles manipulations politiques, en s'appuyant sur les larges masses si on veut remporter des succès dans la lutte revendicative et frayer la voie de la révolution prolétarienne.



rassemblement on peut lire ces «révélation» suivantes sur la Régie Renault :

«En créant la légendaire 4 CV dès 1947, la jeune nationalisation sortait un

Voilà sûrement une chose que les ouvriers et les militants CGT de Renault, qui participèrent à la grande grève de 1947, n'avaient pas compris à l'époque !

Messieurs les révisionnistes, qui de la 4L ou de la 2CV, qui de la Renault ou Citroën sert le mieux les intérêts du peuple ? A moins que vous ne leur préférerez le «France» ou le «Concorde».

Renault-Billancourt

N'EST PAS FONDEUR QUI VEUT

De mémoire de fondeurs on n'a jamais vu un pareil spectacle !

La direction s'est livrée hier à une mise en scène qu'on n'est pas près d'oublier. A 8 h 30 les cadres, les agents de maîtrise de plusieurs ateliers, le tout escorté d'experts arrivent pour remettre en marche les machines et les chaînes de l'atelier des fonderies. C'est en fait une manœuvre d'intimidation pour faire reprendre le travail aux fondeurs.

A 9 heures, le modelage-métal se joint aux grévistes et envahit l'atelier des fonderies ; ensemble ils manifestent sous l'œil affolé des experts. A 10 heures les ouvriers de la RMO descendent en criant : «La maîtrise hors des fonderies». A 11 heures le département 60 rejoint les camarades. A 14 h 15 des groupes d'OS ne cessent d'arriver de l'île Seguin ; il faut dire que le spectacle en vaut la peine : trois cadres ten-

tent de remplacer les fondeurs et tous les autres les protègent. La chaîne n'a jamais marché aussi lentement elle s'arrête à chaque pièce et les manifestants goguenards crient : «Augmentez les cadences».

Le comble, c'est qu'aucun moule, aucun noyau, ne fut fait durant toute la journée, toutes les pièces étaient foutues ; d'après les fondeurs les cadres qui manipulaient les machines tremblaient un peu trop. Les seuls moules réussis furent brisés par un jaune qui manipulait avec trop de force la masse. Les manifestants confectionnèrent un panneau qui fut plaqué à l'entrée de l'atelier avec ces inscriptions : «Embauche de cadres, d'ingénieurs, d'agents de maîtrise ou de jaunes pour travail bien payé sur chaque fonderie - nota : bien sûr payé d'après le nombre de pièces conformes !».

La grève continue !
Correspondant HR

POUR UNE MANIFESTATION

UNITAIRE LE 1ER MAI

Afin de préparer ensemble une manifestation de masse à l'occasion de la journée du 1er Mai, l'Humanité Rouge a adressé la lettre suivante aux organisations se réclamant du marxisme-léninisme : le PCR (m-l), la Cause du peuple, le Travailleur, Drapeau rouge, l'UCF (m-l).

Camarades,
Le 1er Mai 1976 sera une très grande journée de lutte ouvrière dont l'ampleur s'annonce dès aujourd'hui à travers l'essor des combats de classe en cours.

Seuls révolutionnaires prolétariens, les militants qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung ont le devoir de contribuer au succès de classe et de masse de cette journée. Dans ce but, il leur appartient de se consulter d'urgence pour fixer ensemble

les conditions d'une manifestation commune, totalement indépendante des défilés qui seront organisés par les révisionnistes et les trotskystes.

L'initiative de cette manifestation ne doit pas appartenir à une seule formation, mais à toutes ensemble. C'est dans cet esprit que nous vous proposons de nous rencontrer.

Recevez, camarades, nos sentiments communistes unitaires.

La direction politique de l'Humanité Rouge

Autour de Lip

Charbonnel veut faire oublier son passé

Autour de l'affaire Lip, certains politiciens bourgeois cherchent à se donner un visage d'«hommes de progrès». C'est le cas de Charbonnel, député UDR. Ce monsieur, qui fut ministre de l'Industrie de Pompidou voudrait faire oublier le rôle qu'il joua à l'époque. Il voudrait qu'on le prenne pour quelqu'un qui a défendu les Lip. Dans un article publié mardi par le «Quotidien de Paris» il parle de «la volonté de revanche sur les hommes de Lip et sur tous ceux qui les avaient aidés», parmi lesquels il se range évidemment. Il nous parle d'«une concertation de bonne foi entre des pouvoirs publics que j'avais pu, non sans beaucoup de mal, orienter dans une direction positive pour Lip». Autrement dit, si en 1974 il n'y a pas eu de licenciements, ce serait grâce à lui. N'est-ce pas admirable ? Il voudrait faire oublier qu'il fut un des artisans de la politique de ce gouvernement Messmer qui par tous les moyens chercha à briser la lutte des travailleurs de Lip contre les

licenciements, qui n'hésita pas à les faire agresser à plusieurs reprises par les CRS, qui orchestra des campagnes de presse pour les isoler. Vainement. Si en 1974, il n'y eut pas de licenciements à Lip, c'est pour une raison et une seule : la lutte résolue et prolongée qu'ont alors menée les travailleurs.

Mais les mensonges de Charbonnel ne sont pas innocents. Il voudrait se redonner une virginité, comme on dit. D'autres avant lui n'y ont-ils pas réussi momentanément ? Mitterrand par exemple.

Charbonnel est un de ces politiciens bourgeois qui sentent le vent tourner et qui préparent une solution de rechange pour la bourgeoisie.

Il y est aidé par le PS mais aussi par les dirigeants révisionnistes qui plus d'une fois ont soutenu les prises de position de ce monsieur. A leurs yeux, il fait partie de l'union du peuple de France».

Quelles que soient les manœuvres et les pirouettes des politiciens bourgeois, les travailleurs ne doivent compter que sur une chose : leurs luttes.

Dijon

Les grévistes de «Bourgogne Electronique» bloquent le «Mistral» en gare

Plus d'une centaine de grévistes de Bourgogne-Electronique en grève depuis trois semaines ont bloqué, mardi après-midi pendant plus d'une heure, le Mistral en gare de Dijon. Pendant l'arrêt du train ils ont diffusé des tracts expliquant leur lutte et ont collé partout à l'extérieur des wagons des affichettes rappelant leurs revendications : 400 F pour tous, 40 heures tout de suite et non à la nouvelle grille de classifications.

Cette action témoigne de la combativité constante des grévistes, en majorité des femmes qui fabriquent des composants électroniques et qui ont des salaires particulièrement faibles : de 1 300 à 1 400 F pour les OS.

APRES MOSCOU, LES JEUNES U.D.R. A VARSOVIE

Décidemment les jeunes UDR aiment beaucoup, ces temps-ci, la compagnie des organisations de jeunesse de Brejnev. Après qu'une délégation se soit rendue récemment en URSS, voici qu'une nouvelle va participer prochainement à une «Conférence des mouve-

Montpellier

UNE LECTRICE NOUS ECRIT

Je vous signale un petit fait cocasse mais qui dénote bien la décrépitude où sont tombés les dirigeants de la CGT.

Il y a quelque temps, à l'hôpital de Montpellier, le bureau CGT a offert :
— 1 flacon de parfum à chaque nouvelle adhérente ;
— et une rose à celles qui avaient vendu le plus d'«Antoinette» !

Et voilà ! Jusqu'où vont-ils aller ? Il est bien loin le temps où à l'appel de la CGT, les travailleurs de l'hôpital quittaient leurs services et montaient à la préfecture drapeau rouge en tête.

Maintenant, quand ils appellent pour leurs grèves de 24 h, il n'y a plus personne.

Ce n'est pas avec des roses et du parfum qu'on rallie les femmes travailleuses !

Salutations communistes.

ments de jeunesse européens qui se déroulera en juin prochain à Varsovie.

Les manœuvres de l'URSS destinées à séduire certains courants de la bourgeoisie française ont l'air de ne pas laisser insensibles ces gens-là.



La préparation du 37^e Congrès de la CFDT

Progrès des idées de lutte classe contre classe dans le bâtiment

Fin mars s'est tenu à Saint-Nazaire, le congrès départemental CFDT construction-bois de Loire-Atlantique.

Ce congrès a réaffirmé «qu'il ne peut y avoir aucune communauté d'intérêt entre celui qui, par son travail, produit le bénéfice (la plus value) et celui qui récupère pour son seul compte ce bénéfice (le patron)», et que «la lutte de classe est le moteur de la société».

Des idées réformistes ont été rejetées, même si la ligne confédérale demeure bien implantée. Ainsi, dans le rapport préparatoire est-il dit : «Il ne peut y avoir de système capitaliste, c'est pourquoi les objectifs de revendications doivent remettre en cause la société capitaliste».

Ont été dénoncés en particulier l'aggravation des conditions de travail, la spécialisation, le travail à la tâche et au rendement, les conditions odieuses faites aux travailleurs du bâtiment en matière d'hygiène de sécurité et de déplacement.

Le congrès a réaffirmé

entre autres les revendications suivantes :

— Retraite à 60 ans et à 55 ans pour les travaux pénibles ;

— Retour aux 40 heures sans perte de salaire (on trouve encore des horaires de 80 heures à Nantes sur le chantier du Silc portuaire par exemple).

— Indemnisation à 100 % des intempéries.

Dans le projet initial de motion figurait une revendication : «Droit au travail, aucun licenciement sans reclassement préalable».

Ce dernier terme a été repoussé unanimement par le congrès sur intervention d'un délégué qui montra le défaitisme d'une telle idée, disant que s'il apparaît souhaitable qu'un travailleur soit reclassé plutôt que d'être jeté à la rue, ce ne peut être le but du syndicat en la matière qui est de lutter contre tout licenciement.

«Sans reclassement préalable» a donc été supprimé de la résolution finale, signe irréfutable de la volonté de lutte des travailleurs et de la progression des idées justes.

Correspondant H.R.

Grève au centre hospitalier de Bayonne

Depuis un an les syndicats CFDT et les marxistes-léninistes de l'hôpital de Bayonne ont dénoncé la ligne de collaboration de classe des syndicats FO-autonomes et CGT.

En appelant à une assemblée générale sur la base de justes revendications, la CFDT a développé l'unité à la base et dans l'action. C'est ainsi que les dirigeants CGT, FO et autonomes ont aussi été obligés d'appeler à l'AG avec la CFDT. L'AG du personnel s'est déterminée sur les revendications :

— intégration du temps de repas dans le temps de travail ;

— à travail égal, salaire égal et pas de salaire en dessous du G 3 ;

— paiement de primes de 250 F pour tous ;

— primes de transports ;

— les 13 heures supplémentaires comme à l'AP ;

— 5 jours ouvrables par semaine et non 6 ;

— augmentation des effectifs.

Face au refus de la direction une grève reconductible a été décidée par les employés.

Un comité de grève a été formé pour : proposer des formes d'action à l'AG du personnel et pour soutenir les travailleurs qui subissent la répression lorsqu'ils travaillent pour assurer la sécurité minimum.

Une manifestation dans le centre ville

a permis d'appeler la population à la solidarité à partir d'explications des mots d'ordre lancés par la manifestation : Halte au profit sur la santé ; Non au chômage ; il y a de l'embauche à l'hôpital ; A travail égal, salaire égal ; Travailleurs-usagers : solidarité.

Un tract était distribué.

Dernière minute : malgré les ordres de réquisition lancés par l'administration (600), la lutte continue avec détermination.

Correspondant H.R.

Bayonne

Toulouse : grève générale du bâtiment

C'est faute d'information suffisante que nous avons publié avant hier dans nos colonnes l'article intitulé «Grève générale dans le bâtiment à Toulouse». En effet la reprise avait été décidée le 2 avril. A cette occasion nous rappelons à tous nos lecteurs et correspondants qu'il est important de faire parvenir le plus rapidement possible les informations qui permettent au journal de coller à l'actualité.

L'article ci-dessous retrace les conditions de la reprise du travail après cette lutte importante qui mobilisa pendant 16 jours 30 000 ouvriers français et immigrés du bâtiment.

Succès limité de la grève, sabotée par les révisionnistes

Cette semaine le mouvement largement suivi et inégalé depuis 68, s'était consolidé et approfondi. Au prix d'une âpre lutte de ligne, l'ensemble des ouvriers combattifs avec au premier rang les marxistes-léninistes, s'étaient opposés avec succès à la tactique de pourrissement de la grève attendue par le patronat. Faisant échec à la ligne de démobilisation et de sabotage de l'action, poursuivie par les bonzes révisionnistes de la CGT, ils avaient réussi à imposer l'organisation de forts piquets de grève qui jouaient un rôle décisif dans l'efficacité du combat. Néanmoins, le refus de la direction CGT de développer la solidarité interprofessionnelle et le soutien matériel, le suivisme et l'inconséquence des dirigeants CFDT préparaient l'essoufflement de la grève.

Vendredi 2 avril.

Tout le monde savait que cette journée où se rouvraient les négociations serait décisive. Le ton avait été donné par «la Dépêche» qui jusque là n'avait pas consacré une ligne à la grève : «De part et d'autre existe la volonté de mettre fin à une situation qui ne profite à personne».

Tôt le matin les piquets de grève étaient intervenus aussi nombreux et déterminés que d'habitude. Aucun ouvrier ne s'était présenté à l'embauche. La grève tenait. La veille dans un communiqué la réaction locale venait de s'en prendre rageusement à ces piquets particulièrement efficaces, au nom de la «liberté du travail». Beaucoup parmi les travailleurs pensaient à organiser la poursuite de la grève et à prendre l'offensive par une démonstration de force. Mais les directions syndicales pensaient à tout autre chose. Les dirigeants CFDT renforcés par un responsable national, revien-

nent sur leurs engagements d'impulser le soutien matériel. Ils refusent d'organiser une assemblée générale sur la négociation. Ils s'inclinent et se rallient dans l'intersyndicale à la volonté des bonzes révisionnistes CGT. Quant à eux, ils refusent de développer la solidarité, refusent une démonstration de force pour faire céder le patronat. Déjà, ils ont fait courir le bruit dans les usines de Toulouse que le bâtiment reprenait lundi. La liquidation de la grève qui s'est déclenchée, poursuivie, consolidée contre leur gré, est en marche.

Quand, en début d'après-midi, s'ouvrent les négociations, le service d'ordre PCF-CGT fait barrage dans les escaliers pour empêcher le millier de travailleurs qui occupent la chambre patronale de monter crier leur colère et leur détermination. Le micro est retiré du hall pour éviter toute intervention sur la question. Pendant les longues heures que dure la négociation, en bas, ça discute ferme. Beaucoup ont compris le véritable rôle de ces prétendus «défenseurs de la classe ouvrière».

A 18 heures enfin sortent les délégations syndicales. Alors les dirigeants CGT organisent une réunion pour donner le change : ils crient à la trahison de FO qui vient de signer les propositions patronales. Mais le SO PCF-CGT veille pour empêcher les ouvriers de s'en mêler. Devant la foule nombreuse des travailleurs, Roquier le chef de file révisionniste CGT, vient faire son compte-rendu. Mal à l'aise, se répétant, il expose avantageusement les propositions patronales. Peu d'enthousiasme, l'assemblée écoute gravement. Des sifflets accueillent l'idée de la récupération des journées de grève non payées.

A l'annonce des augmentations quelques cris : «C'est de la m...».

DIVISER POUR RÉGNER

Enfin pour diviser, l'intersyndicale propose la discussion des offres patronales par entreprise. C'est pourtant un fait sans précédent : même par entreprise, les travailleurs discutent des propositions, de la continuation ou pas. C'est bien fini les décisions autoritaires. Après une demi-heure de discussions acharnées et vives, le résultat de la consultation est donné : la majorité accepte, décide la reprise lundi. Visiblement soulagé, rayonnant Blondel de la CGT conclue, au milieu des promesses et des proclamations ronflantes : c'est la reprise.

Les travailleurs auront obtenu 10 % environ d'augmentation, 3 jours de grève payés, finalement guère plus que les premières propositions patronales la semaine dernière. Sur tout le reste, emploi, sécurité... des promesses. Il va de soi que l'ensemble des ouvriers n'est pas satisfait de ce résultat. Certains n'ont pas caché

leur écoeurement ou leur colère. Mais tous étaient pris par les difficultés. Sans soutien comment poursuivre ?

Finalement, la ligne de sabotage et de trahison des dirigeants CGT aura abouti à ses fins. Mis à mal tout au long de l'action, leur opposition à la solidarité et au coup de force, a pu liquider le mouvement.

Mais le résultat limité obtenu par la grève générale aura démontré que la lutte paye et non leurs grèves bidon. Surtout, tout au long de l'action, tout le monde a pu voir que les dirigeants CGT ont constamment joué la démobilisation, le sabotage du mouvement. Les yeux se sont ouverts. Ce sont eux qui portent la responsabilité du manque à gagner. Dans l'affaire les idées de la lutte classe contre classe ont fait leur chemin. De même que les propositions et les idées du PCMLF apparues au cours de cette grève. C'est vers lui et les militants marxistes-léninistes que se tournent les sympathies. L'avenir en sera marqué.

Les marxistes-léninistes du bâtiment de Toulouse

Armentières (Pas-de-Calais)

GREVE VICTORIEUSE CHEZ GRIMONPONT

Communiqué du syndicat CFDT

Dans l'entreprise de transports Grimonpont, lors de la réunion mensuelle avec la direction, les délégués demandèrent que les plus bas salaires soient rehaussés à 10 F de l'heure minimum. La direction propose alors 50 centimes d'augmentation. On était loin du compte. Les délégués refusent ces miettes et mobilisent les travailleurs qui débrayent aussitôt. Devant la détermination, les patrons cèdent rapidement :

— Augmentation de 1.60 F en deux étapes pour les bas salaires. Les 10 F de l'heure minimum sont assurés.

— Réduction hebdomadaire du travail sans perte de salaire de 45 h on passe à 42 h 30.

— Augmentation de la prime déplacement et de panier qui passe de 9 à 15 F.

— Suppression de la carence maladie pendant l'année d'essai.

Ainsi grâce à une riposte classe contre classe immédiate et résolue, avec des revendications justes comme des augmentations uniformes et le relèvement prioritaire des bas salaires les ouvriers de Grimonpont ont forgé leur unité et remporté la victoire.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Faverges

DUPONT EN GREVE

L'usine T. Dupont emploie 850 travailleurs, en majorité des femmes à la fabrication des briquets et stylos de luxe ; elle est sous le contrôle de «Gillette international» trust qui possède 50 unités de production et emploie 25 000 travailleurs.

Depuis une semaine (voir HR No 458), les grévistes de Dupont ne sont pas restés inactifs. Le jeudi 25 mars à 4 heures du matin ils allaient à l'usine Cricket de la Balme, de Fillingy qui elle aussi appartient au trust Gillette.

SOLIDARITÉ INTERTRUST :

Devant les portes ils expliquaient leur lutte contre les nouvelles classifications ; un vote qui eut lieu sur place donna 40 % de partisans de la grève chez Cricket alors que l'usine qui n'existe que depuis deux ans n'a aucun passé de lutte ; 60 % des OS se montraient partisans de la grève. La semaine suivante la même sensibilisation est effectuée chez Gillette Anney.

Une réunion le 2 avril organisée par les syndicats

CGT et CFTD de Dupont avec des petits commerçants de Faverges (25 présents, ce qui est un succès) permit de constater une convergence réelle d'intérêt et de révolte entre les ouvriers et ces petits commerçants.

POPULARISATION

Une journée portes ouvertes le dimanche 4 avril vit défiler 1 millier de personnes devant les stands et dans les ateliers. Le lundi 5 500 grévistes de Faverges sont rassemblés devant l'usine avec les ouvriers des usines voisines (Bourgeois, Staubli, Stunzi) qui avaient débrayé. La direction refuse de négocier. Un délégué CGT, membre du PCF, de Cricket tente de décourager les grévistes, sans succès, il se fait même conspuer quand il affirme que c'est par les élec-

tions qu'on aura des améliorations de salaire. La solidarité va se poursuivre par des collectés dans la région sous la direction de l'UD-CFDT. On songe fortement à créer un comité de soutien rassemblant différentes couches populaires de la région pour renforcer le soutien.

Le lundi 5 alors que la direction accepte la négociation, la CGT dans un communiqué de presse lance un pavé dans les jambes des grévistes : elle se déclare hostile à la reprise des fabrications pour le compte des grévistes, et tente ainsi de briser le rapport de force qui venait de se constituer contre le patron.

Une fois de plus la section CGT se comporte en alliée objective de Dupont ; pour le moment la grève continue néanmoins.

Correspondant HR

Olida Levallois-Perret: Usine occupée

Mardi 6 avril 1976 :

Sur proposition du comité de grève qui s'était réuni dès 7 h 30, l'assemblée générale des grévistes a décidé de populariser la lutte sur plusieurs usines de la région, et du groupe Olida-Caby. Ceci permettra aux travailleurs de l'usine de Levallois d'être soutenus par les autres travailleurs du quartier ;

La grève

Elle avait été adoptée à l'unanimité par les ouvriers descendus jeudi 1er avril en assemblée générale et qui regroupait environ 80 % du personnel de l'usine.

Cette décision unanime montrait la détermination des ouvriers qui depuis plus de 6 semaines avaient vu leur paie diminuer de 150 F à 300 F en moyenne suite aux diminutions d'horaire.

Le patron avait fait croire qu'elle était la conséquence d'une situation difficile pour l'entreprise. LES TRAVAILLEURS VIENNENT D'AVOIR LA PREUVE que c'était une mystification : car la première pro-

position patronale aux grévistes a été le retour à l'horaire ancien 43 h 15 !

LA VÉRITÉ : c'est que le patron en réduisant les horaires et en laissant stagner la production en a profité 1 - pour réaliser de gros travaux de modernisation ; 2 - pour faire faire aux travailleurs inoccupés dans l'usine des travaux de réfection, ceci pour faire reprendre le travail dans une usine plus moderne, plus mécanisée où les cadences seraient encore plus dures.

LA VÉRITÉ : c'est que le patron a fait d'énormes économies sur notre salaire, 150 à 300 F par ouvrier et par mois.

C'EST TOUT CELA QUE LES OUVRIERS REFUSENT.

C'EST POUR CELA QU'ILS DEMANDENT :

- 41 h15 payées 43 h15

- paiement des jours de grève

- non à toute procédure

contre les grévistes.

- Mais ils veulent aussi que leurs salaires augmentent, ils l'ont prouvé en exprimant leur accord, à l'unanimité sur le principe de demander une augmentation

uniforme de 300 F pour tous. A cette occasion la section CGT de l'usine avait préféré garder le silence, la revendication de sa fédération (Alimentation) étant une grille hiérarchisée.

Les représentants de l'Union locale et régionale CGT ont osé distribuer un tract reprenant cette grille de salaire, entre autre, et ceci contre l'avis des représentants du comité de grève, de la section CFTD de l'usine et aussi de certains militants CGT de l'usine.

Pour que ces revendications soient acceptées par la direction les ouvriers ont conscience que seule la lutte dure pourra le faire céder. C'est pour cela qu'ils ont décidé d'occuper pour empêcher que toute production ne se fasse, de ne laisser partir aucune marchandise. Maintenant l'extension de la lutte aux autres usines du groupe est nécessaire pour l'obtention de nos revendications.

Les ouvriers de l'usine Olida-Levallois ont bien conscience que c'est tous ensemble et en même temps qu'il faut lutter.

Correspondant HR.



paysans en lutte

La résidence d'un notable assiégée par une centaine de paysans

Voilà 29 ans qu'une famille de paysans, les Terral, ont acheté en rente viagère au dénommé Costes une propriété.

Profitant du décès accidentel de leur fils et de la maladie de leur belle-fille, un avocat, Gonnelle, responsable UJP, membre du SAC, neveu de Costes, a assigné en justice la famille Terral pour annuler la vente et les expulser, contre toute logique. Voilà près de 2 ans (7 mai 74) que l'affaire traîne devant les tribunaux, voilà près de 2 ans que la famille Terral subit les tracasseries des procédures. Voilà près de 2 ans que Gonnelle, l'avocat aux bras longs, fait repousser le jugement.

Pourquoi cela ? Parce que Gonnelle, c'est l'héritier de Costes (80 ans) et qu'il attend le moment propice pour forcer la main des juges et obtenir l'expulsion des Terral.

Mais Gonnelle n'avait pas compté avec la réaction des autres paysans. Or, spontanément, en soutien aux Terral, un comité d'action s'est créé regroupant des dizaines d'agriculteurs et de voisins.

C'est ainsi que le dimanche 4 avril, se sont réunis une centaine de paysans qui ont assiégé à l'appel du comité d'action de solidarité

une des résidences du sieur Gonnelle. Celui-ci n'était pas là, heureusement pour lui. Mais qu'il en tienne compte car c'est un 1er avertissement et il vaudrait mieux pour lui qu'il suive à la ligne, la lettre ouverte à la justice et à la presse qu'ont rédigé les paysans réunis.

«Les Terral sont sur leur terre et ils y resteront».

Correspondant HR.

Sur le plateau de Lannemezan Péchiney tue le bétail

La France est au 3ème rang des producteurs mondiaux de spath-fluor, avec environ à elle seule 10 % de la production totale qui est de 3 millions de tonnes par an. Et en France, le plus gros producteur de spath-fluor est, de loin, le trust Péchiney-Ugine-Kühlman (PUK). C'est la raison pour laquelle la lutte contre la pollution par le fluor vise principalement ce trust.

Mais qu'est-ce que le spath-fluor ? Il est utilisé dans la métallurgie comme «fondant», c'est-à-dire comme additif destiné à faciliter les échanges qui tendent à affiner l'acier. Il

est également essentiel à la fabrication de l'aluminium et on l'utilise en outre dans la production des céramiques, verres, etc.

En France, il y a plusieurs gisements de fluor : à Fontaine (Var), à Langeac (Haute-Loire), à Montroc (le plus important de France) et Alban (Tarn), au Beix (Puy-de-Dôme), à Pierre Perthus (Yonne), etc.

Le trust PUK ne compte plus ses «exploits» contre la santé des ouvriers et paysans.

Dans les Pyrénées Orientales, un petit village est rayé de la carte pour permettre à PUK d'installer sa mine.

Sur le plateau de Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées, 8 communes sont touchées par la pollution fluorée, 4 000 ha de terres et forêts, 100 fermes ; les paysans, qui se sont regroupés dans l'Association des agriculteurs de la Barthe de Neste ont perdu 2 000 quintaux de maïs en 73, en 74 200 vaches atteintes de cachexie fluorique ont été abattues et aujourd'hui 500 vaches

et 300 brebis sont condamnées.

Dans le Tarn, à la mine de Montroc, tous les environs sont pollués. Exploitée depuis 71 par le Sogrem (filiale de PUK à 100 %) cette mine est située à 30 kms au sud d'Albi, à proximité de la retenue d'eau de Rassisse sur la rivière Le Dadou. Cette rivière est le réservoir d'eau potable d'Albi : des prélèvements récents d'eau apportent la preuve que le Dadou est pollué par le fluor, d'autant que le poisson, autrefois en grand nombre, crève souvent. Qui plus est, à quelques kilomètres de Montroc, le trust PUK essaie d'ouvrir une autre usine dans le village du

Travet. Mais les paysans combattifs s'unissent pour combattre le trust et alerter toute la population.

Ce ne sont là que quelques exemples mais ils montrent bien qu'ici la lutte contre la pollution n'est pas une préoccupation de spécialistes d'écologie mais qu'elle concerne la masse des ouvriers et des paysans, puisque ce sont eux qui sont attaqués dans leurs ressources et leur santé. Ils montrent également combien est juste et urgente la lutte* qu'a engagée la population locale, principalement les petits paysans, contre le trust PUK.

* Pour plus de détails voir «L'Humanité rouge» No 460, 462 et 463.

Nouvelles actions des petits viticulteurs contre un gros négociant

L'agence France-press a annoncé le 6 avril que 30 000 pieds de vigne ont été détruits en Gironde dans la nuit de dimanche à lundi.

10 000 pieds ont été coupés dans une autre propriété de Saint-Laurent-d'Arle, près de Saint-André-de-Cubzac, appartenant à Roland Dumas, gros négociant en vins.

Les 20 000 autres pieds ont été détruits dans un domaine situé à Saint-Martin-du-Bois, qui appartient à une société dont le même R. Dumas est actionnaire.

On voit bien ainsi que la masse des petits viticulteurs prend pour cible principale :

Ne vous en déplaise messieurs les révisionnistes, les actions concrètes que mènent les masses le prouvent : la lutte qui se mène actuellement est bien une lutte de classes, entre exploités et exploités, non la lutte de toute la viticulture française contre la viticulture italienne.



Le premier numéro d'avril vient de paraître.

On trouvera dans ce numéro des informations sur la mobilisation des viticulteurs, suite à l'arrestation d'un des leurs, des informations sur le Salon de l'agriculture, le 30e Congrès de la FNSEA, et une enquête sur les ouvriers agricoles du Vaucluse.

L'exemplaire : 0,70 F.

Passer vos commandes à L'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cedex 18

Foyers Sonacotra

SUCCESSION DU MEETING DE SOUTIEN AUX GREVISTES DU FOYER DE MASSY

Le 3 avril environ 200 travailleurs (es) français et immigrés ont participé à un meeting de soutien à la lutte (grève des loyers) des locataires (immigrés) des foyers Sonacotra.

Des panneaux, photos, «bandes dessinées»... retraçaient des luttes de classe, contre le racisme, dans les foyers Sonacotra avec aussi deux grandes banderoles : soutien à la lutte des foyers Sonacotra ; travailleurs français-immigrés refusons de payer la crise.

Au programme de la réunion, il y avait : des chants de lutte en arabe, accompagnés de tam-tam, tambourins... et commentés en français.

Un film «Margoline» dénonçant le racisme, l'hyper-exploitation des travailleurs immigrés, présentant des actions antiracistes et surtout la lutte victorieuse de nos frères immigrés de Margoune (Nanterre, Gennevilliers) en 73 contre leurs exploités et contre la circulaire raciste Marcellin-Fontanet.

Des interventions très applaudies au grand esprit prolétarien en arabe et en français de délégués élus représentant divers foyers Sonacotra (dont ceux de Massy

et de Chilly-Mazarin) et de membres du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte.

Les interventions portaient sur :

— Les conditions d'exploitation dans les foyers s'ajoutant à celles dans le travail (cf. HR précédent).

— Les luttes contre les augmentations de loyers, le règlement intérieur (établi en 56 en pleine guerre d'Algérie et appliqué par des gérants anciens baroudeurs d'Indochine ou d'Algérie).

La lutte pour la reconnaissance du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte : instance démocratique qu'ils se sont donné comme arme pour vaincre.

L'unité entre les locataires réalisée malgré les tentatives de divisions racistes en nationalités.

L'unité des travailleurs immigrés malgré les menaces, pressions... de la Sonacotra, de l'État capitaliste (flics, ANPE...), des consu-

lats, de faux amis et de donneurs de leçons, véritables collaborateurs de leurs exploités.

La dénonciation des tentatives de division de certains responsables parisiens de l'Amicale des Algériens en France qui prétendaient imposer à nos frères en lutte une plateforme défaitiste, opportuniste, trahissant leurs intérêts et faisant le jeu de la Sonacotra.

Le rappel de l'unité de classe des travailleurs français et immigrés, de leur ennemi commun et de la nécessité de réaliser cette unité pour leur intérêt commun.

L'appel au soutien de cette lutte sur les bases de la plateforme du Comité de coordination, sous sa direction, soutien mais non division, soutien mais non ingérence, au service de cette lutte et non à d'autres fins.

Une militante d'une association de locataires d'une cité HLM de Massy parle d'une lutte récente contre les augmentations de charge, de la solidarité de lutte avec nos frères immigrés encore plus exploités.

Un militant CFDT de la SAFAA-Massy où sont prévus des licenciements intervient aussi.

En conclusion le Comité de soutien, reprit certains points, rappela la nécessité de la lutte unitaire français-immigrés, contre la bourgeoisie et appela à concrétiser le soutien (pétitions, popularisation, mobilisation pour empêcher la répression, pour y riposter...).

S'adresser à «Comité de soutien Sonacotra» local CFDT, Maison du 1er Mai, Rue Appert, Massy 91.

Correspondant H.R.

Saint Etienne

Une malade meurt électrocutée au cours d'une intervention chirurgicale

Un «accident» que le capitalisme rendait inévitable

Le mois dernier, Mme Gibernon subissait une intervention chirurgicale à l'hôpital de Saint-Étienne. A l'issue de l'opération, un arrêt du cœur survenait et le décès était constaté 48 heures plus tard.

Le fils de la victime, infirmier dans un autre service de l'hôpital et syndiqué à la CFDT, était informé que sa mère avait eu... «sans cause apparente» un arrêt cardiaque ! Exigeant des explications, on lui avouait qu'elle avait été électrocutée. Il portait plainte et prévenait les responsables locaux de la CFDT.

Au cours d'une conférence de presse que tenait par la suite l'Union départementale CFDT, les causes réelles du décès de Mme Gibernon devaient être éclaircies.

Des responsables CFDT dénonçaient en effet concrètement les mauvaises conditions de travail du personnel hospitalier. Ils condamnaient les salaires de plus en plus bas, l'insuffisance des moyens de travail, le matériel vétuste et anachronique.

Une mention spéciale était réservée au manque d'effectifs, un manque d'effectifs tel que l'administration avait été jusqu'à envisager de supprimer 3 semaines de congés d'été pour le personnel, projet dont seule l'action des travailleurs avait empêché la réalisation.

Ainsi que le notaient des responsables CFDT, dans des conditions aussi déplorables tant pour les travailleurs que pour les usagers, il était inévitable que surviennent des accidents. Pour la CFDT, l'accident dont a été victime Mme Gibernon est la «conséquence de choix politiques qui parlent de besoins mais ne définissent pas les moyens pour les prendre en charge». Et la mort de Mme Gibernon n'est donc finalement accidentelle qu'en apparence,

toutes les conditions pour qu'arrive un tel accident étant réunies dans l'hôpital, à cause des exigences du profit capitaliste.

Ainsi qu'il devait être souligné au cours de la conférence de presse, «il y a peu d'espoirs de voir cette situation s'arranger dans le système capitaliste. Les fon-

dements mêmes du système l'interdisent. Seul un changement politique permettra d'avancer dans une voie différente».

Oui, et d'innombrables exemples concrets le montrent en Chine et en Albanie, seul le socialisme garanti par la dictature du prolétariat permet d'assurer la santé du peuple.

UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

L'Humanité Rouge

Rivalité avec l'impérialisme américain — Préparatifs de guerre — Pressions militaires — Espionnage — Subversion — Infiltration politique et économique...

UNE OMBRE MENAÇANTE SUR L'EUROPE

du 12 au 17 avril

une importante enquête :



LE SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE

Camarades, vérifiez que cette affichette — qui sera remise aux NMPP le lundi 12 avril — est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

Pour la région parisienne, outre celles qui sont confiées aux NMPP, des affichettes sont disponibles à «L'Humanité Rouge», que les camarades pourront placer eux-mêmes à proximité, ou, mieux, directement sur les points de vente (kiosques et camelots).

Grand meeting de soutien à la jeunesse palestinienne en lutte



LE VENDREDI 16 AVRIL A 20 H 30

Salle de la Mutualité
24, rue St-Victor - Paris 5e
métro Maubert-Mutualité

A l'appel de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France avec la participation d'une délégation du Comité exécutif de l'Union générale des étudiants palestiniens et le soutien de l'«Humanité-Rouge»

AUX CAMARADES DE LA RÉGION PARISIENNE

UNE AFFICHE ET UN TRACT D'APPEL SONT DISPONIBLES

PASSEZ SANS ATTENDRE VOS COMMANDES A L'HUMANITÉ-ROUGE

Roland Agret, 24 jours de grève de la faim

Mercredi 7 avril, Roland Agret en était à son 24ème jour de grève de la faim. Il est enfermé à l'hôpital de la prison des Baumettes à Marseille dans une cellule équipée d'une double grille extérieure. L'administration pénitentiaire le soumet à une fouille quotidienne, fouille qui a également lieu après chaque entrevue avec ses défenseurs.

Très affaibli, épuisé, il a perdu 18 kilos depuis le début de sa grève de la faim, et ne pèse plus aujourd'hui que 61 kilos pour 1,81 m. Pour éviter les perfusions forcées que menace d'imposer le pénitencier, Roland Agret avale chaque jour 250 grammes de café et 50 grammes de lait. A ce régime, sa tension artérielle n'est plus que de 8.

Il faut rappeler que depuis le 27 mars, il a deux manches de fourchettes, bloqués en croix, dans l'estomac. Ils risquent à tout moment de provoquer une hémorragie, une infection. «C'est le boulot de Lecanuet» explique Roland Agret pour qui avaler ces deux fourchettes constituait le dernier moyen capable d'obliger la justice bour-

geoise à réviser son procès.

Cependant à ce jour le Garde des sceaux se refuse toujours à céder. La bourgeoisie, que les révélations susceptibles d'être apportées par une révision du procès de Roland Agret terrifient, semble réellement décidée à l'assassiner derrière les barreaux de sa prison.

Elle n'a pas réussi toutefois à jeter Roland Agret dans les oubliettes. La situation dans laquelle il se trouve est largement connue et le soutien à sa lutte se développe. En témoignent par exemple plusieurs communiqués de soutien de sections syndicales.

Le dernier en date émanant de la section CFDT des employés de la Banque nationale de Paris (BNP) déclare :

«Emprisonné depuis 1973, accusé de meurtre sans preuve, Roland Agret proclame depuis son innocence. Il mène depuis 3 semaines une grève de la faim. Il préfère mourir plutôt que d'accepter la sentence de la justice bourgeoise basée sur le seul fait qu'il fallait un coupable. La section BNP-CFDT demande la révision immédiate de son procès et lui apporte son soutien total.

La section BNP Paris-CFDT»



culturel

Cinéma

2e rencontre «Cinéma et Histoire» à Valence

L'HISTOIRE EN MARCHÉ N'ETAIT PAS AU RENDEZ VOUS

Et pourtant les 2e «Rencontres cinéma et histoire» 1976 étaient bien parties. Il faut dire que c'est en franc-tireur, sans être annoncé, qu'a été projeté en premier *L'Express bleu* de Trauberg, URSS 1929, dans lequel quelque part en Mandchourie, à l'époque de la révolution chinoise de 1925 s'éveille la conscience de classe de coolies emmenés comme du bétail et de soldats qui changent de camp, attaquant ensemble dans un élan irrésistible les riches occidentaux agents de l'impérialisme étranger, vautés en première classe, tandis que «l'express fonce symbole de la révolution chinoise en marche vers les frontières de l'URSS» (note du dossier présentant le film). Mais le mouvement imprimé par le film de l'ex-assistant d'Eisenstein ne pouvait se poursuivre avec force étant donné le choix volontairement démobilisant et plus d'une fois mystifiant des films qui ont suivi, malgré le grand moment de *Borinage* et *Terre d'Espagne* de J. Ivens, survenant — hors programme — entre des films naturalistes allemands — dont il n'est pas question de nier la valeur réaliste de certaines séquences — et *Tas pas cent balles* de P. Mora, alternance d'extraits de films et d'actualités...

Certes les fiches de présentation des films ne se font pas faute de parler de «luttres de classes», mais comment prétendre que «le cinéma doit intervenir sur l'Histoire» (avec un H) quand on fige celle-ci sur deux thèmes : la crise des années 1929-1930 et le libéralisme, déclarés complémentaires idéologiquement et rapprochables historiquement, sans autre ouverture sur les luttes populaires que celles qui apparaissent coincées épisodiquement — compar exemple la découverte et la pratique de la solidarité de classe dans *Ventes glacées* de Brecht, entre l'univers misérabiliste de *l'Enfer des pauvres* ou *La Tragédie de la rue* et les fresques somptueuses des sphères plus ou moins raffinées de la bonne société bourgeoise du nouveau monde (*Nos plus belles années* de Pollack) ou de l'ancien (*Souvenirs d'en France* de Techine, ce dernier film ayant apparemment été choisi dans le seul but de montrer qu'une femme du peuple n'a d'autre vision de l'avenir que celle d'accéder à son tour à la position de patron). Bref

une accumulation difficilement supportable que même un public «éclairé d'intelligentsia de gauche» ne parvient pas à assimiler et geint, au détour d'un débat hâtif à la suite de *Os Inconfidentes* (Les Conspirateurs, brésilien), aux dires même d'un stagiaire, porte-parole enfin sincère de la salle.



Photo extraite du film *Borinage* (1933), de Joris Ivens tourné quasi-clandestinement sur la vie des mineurs du Borinage (Belgique).

Quant au plus ou moins «bon public» de Valence (témoin un incident vers la fin provoqué par un jeune exaspéré pendant la projection de *La Cécilia* en traitant l'assistance de «fils à papa») venant au week-end chercher une réponse à son interrogation sur l'Histoire, lui et ceux des participants — il y en eut quelques-uns, notamment un qui sut imposer à plusieurs reprises *Comment Yukong déplaça les montagnes* comme exemple de l'histoire en marche auxquels les dures nécessités de la vie quotidienne ne permettent pas de s'octroyer à intervalles réguliers la jouissance gratuite d'un film de Renoir ou de Visconti, ont ensemble discerné, sans y être conduits, puisque ces films étaient hors-programme, le hideux visage du fascisme dans *Congo Muller*, *l'homme qui rit*, puis les luttes du tiers monde dans l'excellent film *Le marteau et la machette* inédit après lequel le réalisateur G. Glissant sut démontrer comment les luttes se développent dans son pays la Guadeloupe sur des positions de classe anticolonialistes contre le révisionnisme.

Le critique Jean Roy de «l'Humanité» pontifiait et pilonnait de toute

sa science les «moments psychologiques» de ces rencontres qui ne devaient en fin de compte «déplacer» aucune montagne.

Celui-ci qui dès le premier jour des rencontres osa prétendre que la «bataille de l'histoire à la libération a échoué quand les ministres communistes ont quitté

cadente n'a été prise pour cible de la révolution en marche. Et pour reprendre le beau poème de Mao Tsé-toung «Son vieil aspect ne s'est «changé en un jeune visage» qu'à certains moments «hors-programme», dans les regards où s'allumait soudain la conscience de la classe oppri-

me... «Grondement des vents et tonnerres, Éclats des drapeaux et bannières, Voilà le monde des humains...». Faute d'avoir fait prévaloir ce mouvement impétueux, les rencontres de Valence n'ont pas encore trouvé le chemin de l'histoire.

Correspondant H.R.

Howard Hughes est mort à 70 ans

UN ENFANT DE L'IMPERIALISME US

La vie de Howard Hughes, qui vient de mourir à l'âge de 70 ans, laisse sceptique tant elle semble être la caricature de celle d'un capitaliste, d'un haut bourgeois, telle qu'on se l'imagine. Héritier à 23 ans d'une société de construction de matériel de forage pétrolier, Hughes a grandi dans la richesse au fur et à mesure que la puissance expansive de l'impérialisme US se développait. Ainsi sa devise était «En affaire il y a toujours un homme qui joue le rôle du lion et l'autre celui de l'âne. Je préfère être le lion et manger l'âne». Devise cynique d'exploiteur qui l'a accompagné dans chacun de ses faits et gestes. Celui dont on a estimé la fortune à 2 milliards de dollars a eu tous les «vices» : il fut tenté par le cinéma d'Hollywood et dirigea une firme de production, le «RKO Pictures». Il fut tenté également par une

compagnie d'aviation, la «Hughes Air west», mais se laissa faire aussi par des chaînes d'hôtels, de casinos, des exploitations minières au Nevada, des terrains en Californie et aux Bahamas et un réseau de télévision... Fortune très intéressante qui ne passa pas inaperçue, en particulier aux yeux de la CIA qui ne manqua pas d'utiliser ses gros sous dans le contre-espionnage avec l'URSS. Bien sûr grand amateur de femmes (celles du «star system» d'Hollywood) Hughes a fini ses jours «écœuré» par la «vie» et les «hommes» retiré dans un de ses palais. Une vie remplie de choses importantes pour la bourgeoisie. Une mort que le FBI surveille puisqu'après la demande d'une autopsie il contrôlera les problèmes d'héritage.

Une mort qui n'empêchera pas le peuple de dormir.

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

- St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 50 91 ;
- Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 35 40 ;
- Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 80 25 ;
- St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 48 18 ;

Outil de solidarité avec le peuple guadeloupéen

«Le marteau et la machette» de G. Glissant

Au cours du stage Cinéma et Histoire, le jeune réalisateur guadeloupéen, G. Glissant a animé un débat sur son film très applaudi.

Financé par la télévision initialement, la TV n'en a pas voulu ; par contre le film est devenu un outil d'éducation car il est diffusé largement par les syndicats guadeloupéens UPA, UGCT et UPG, dans les masses paysannes.

Sans prétendre à une perfection formelle, tourné avec ces syndicats, la grande qualité du film est qu'il contribue à impulser et élargir la lutte actuelle du peuple pour l'indépendance et l'émancipation sociale.

Pour nous, français, c'est la révélation brutale de l'état

d'oppression des peuples colonisés par la bourgeoisie française.

Le film se déroule au cœur des luttes des travailleurs de la canne à sucre guidés par le syndicat. En 1975, les paysans guadeloupéens qui sont la majorité de la population, sortent à peine de l'état d'esclavage où les tient l'impérialisme français. Glissant a volontairement éliminé toutes les belles images du «paradis touristique» cher au préfet français et à la TV.

Le cours du soir organisé par le syndicat apprend à un paysan à lire la feuille de paie qu'on lui remet depuis 27 ans : après déduction des dettes, la somme est de 0,00 F !

Le syndicat, né en 1970, organise la lutte, à la base, des petits paysans par de puissantes grèves au moment de la récolte.

Les groupes d'entraide (forme ancienne chez les paysans) se sont développés. Il faut deux jours de travail collectif pour couper un champ de canne là où un paysan seul mettait 6 mois. Le temps gagné est consacré à la culture de résistance et aux activités politiques.

On voit dans le film les patrons français, le préfet dans leurs beaux habits, parlant le français qui est la langue de l'opresseur. Pour les syndicats nationaux la lutte se mène sur une base politique claire : l'indépendance nationale. Mais on découvre

un traître au peuple, le maire de Pointe-à-Pitre membre du Parti communiste guadeloupéen, filiale du PCF. Lui aussi s'exprime en français, il est en ville loin des paysans, il est «élu» (70 % d'abstention !) et les intérêts qu'il défend sont ceux des fonctionnaires de l'appareil colonialiste. Il prêche «l'assimilationnisme».

Un autre aspect important du film : la prise de position des étudiants, des instituteurs qui s'expriment en créole, s'opposent aux départs pour la France et se rangent aux côtés des ouvriers et des paysans.

Pour se procurer le film, s'adresser à Iskra — 74, rue Albert, Paris 13^e — tel. 583.94.63.

L'Humanité Rouge

document

A propos de l'unification des marxistes-léninistes

S'UNIR

Avec qui, sur quelles bases ? (2)

Tous ceux qui ont l'unité des marxistes-léninistes à cœur s'intéressent vivement aux entretiens entre les divers partis, organisation ou formations de notre pays, se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Cette unité dans un seul et unique parti est inévitable.

Seulement, s'agit-il d'une « unité » avec des groupes qui n'ont jamais rompu avec le trotskysme, aussi bien sur les questions de principes que dans leur ligne ou leurs activités ?

Ainsi, le groupe « Révolution ! » est-il un groupe marxiste-léniniste am-

LA QUESTION DU TYPE DE SOUTIEN A LA CHINE

Qu'est-ce que la question du type de soutien à la Chine pour le groupe « Révolution ! » ?

La lecture de la résolution du 3e Congrès de ce groupe nous éclaire sur leur position. On peut y lire en effet que la critique des prétendues « erreurs des communistes chinois et la condamnation, le cas échéant de certaines conséquences contre-révolutionnaires de celles-ci, sont partie intégrante du soutien total » à la révolution chinoise.

Pour le groupe trotskyste « Révolution ! », les prétendues erreurs du Parti communiste chinois sont justement le contenu de sa politique internationale : telle que la question de la rivalité des deux superpuissances et le danger principal soviétique, la question de la construction européenne face aux deux supergrands, la dénonciation des forces subversives prosoviétiques au Portugal, la dénonciation de l'agression soviétique contre l'Angola, etc. On sait d'ailleurs que « Révolution ! » met des guillemets quand il parle de « social-impérialisme ». On sait également qu'ils ont soutenu de fait l'agression soviétique en Angola, ainsi que les tentatives de putschs des forces prosoviétiques au Portugal, notamment celle du 25 novembre ; on sait également que ce groupe a des relations étroites au Liban avec l'OACL qui est une force prosoviétique bien connue au Moyen-Orient, etc.

Bref, ce que « Révolution ! » intitule « erreurs » c'est tout simplement la ligne idéologique et politique internationale du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Nous aurons l'occasion de revenir prochainement dans d'autres articles sur ces différents points de la ligne de ce groupe trotskyste.

La vérité, c'est qu'une telle position est étrangère à 100 % au marxisme-léninisme, qu'elle est trotskyste à 100 % (1).

Sous couvert de « non-suivisme » par rapport à un parti marxiste-léniniste étranger, les trotskystes de Révolution ! se permettent de lancer les attaques les plus calomnieuses à l'égard du Parti communiste chinois ; et là ils se trouvent en bonne place aux côtés de leurs amis de Rouge et de leur grand frère de la direction du faux Parti communiste français.

Avant de terminer sur ce point nous voudrions faire une remarque, révélatrice de l'« internationalisme » de groupe.

Nous avons lu leur déclaration et leur presse : pas un mot sur l'Albanie ! D'ailleurs, il pose bien la question du type de soutien à la Chine et non pas à l'Albanie.

Mais puisqu'ils ne parlent pas de l'Albanie, voyons ce que nos camarades albanais disent à propos de cette question.

Le 3 octobre 1974, Enver Hoxha premier secrétaire du Comité central du PTA a abordé de façon on ne peut plus claire la question des rapports entre la Chine et l'Albanie, des rapports entre les communistes chinois et albanais, dans un discours, devant les électeurs de l'une des circonscriptions de Tirana, intitulée : « Notre politique est une politique ouverte, la politique des principes prolétariens » :

« La République populaire d'Albanie, notre peuple, notre Parti du travail sont des amis fidèles, des amis et des compagnons affectueux, des alliés invincibles de la Répu-

blique populaire de Chine, du peuple chinois frère et du glorieux Parti communiste chinois de Mao Tse-toung. Nous sommes liés par nos idéaux communs, nous sommes liés à jamais par le marxisme-léninisme, nous sommes liés par nos voies communes dans l'édification du socialisme, nous sommes liés par notre lutte contre nos ennemis communs, nous sommes liés par les mêmes tâches dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien (...).

« Les révisionnistes soviétiques sont très jaloux de notre amitié indestructible avec la Chine. Ils recourent à tous les moyens pour y nuire, mais ils ne pourront jamais atteindre leur but. Les renégats de Moscou claironnent tous les jours par leurs stations de radio que nous sommes des satellites de la Chine, que nous sommes sous sa dépendance, que le peuple albanais est coupé de ses dirigeants, etc. C'est là la position de tout impérialiste. Le peuple albanais a ceci à dire aux renégats de Moscou : continuez



Enver Hoxha fustige la ligne révisionniste de N. Krouchtchev à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers de Moscou en 1960. A gauche d'Enver Hoxha, la délégation du Parti communiste chinois.

vous tapage, les aigles ne s'effraient pas de vos aboiements, le peuple albanais vous hait et sa haine contre vous est une grande source de force pour l'édification du socialisme et un creuset où se trempe l'amitié albanochinoise.»

N'est-ce pas là, la position conforme à la ligne générale du Mouvement communiste international ?

La Chine et l'Albanie appartiennent non seulement à leurs peuples respectifs, mais sont également soutenues par les prolétariats et peuples révolutionnaires du monde entier.

L'attitude vis-à-vis de la Chine et de l'Albanie est, pour tout marxiste-léniniste authentique, la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien. C'est là une question de principe de la plus haute importance.

Quelle est la nature de la position du groupe « Révolution ! » sur ce point ? Est-elle ambiguë, elle aussi ?

Non, c'est une position trotskyste, ni plus, ni moins !

LA QUESTION DE L'ATTITUDE A L'ÉGARD DU RÉVISIONNISME

A propos du PCF, le groupe trotskyste « Révolution ! », le qualifie de « révisionniste » ; bien ! Mais ce que recouvre exacte-

ment ce mot, de nombreux articles publiés par eux sont là pour nous le préciser.

Ainsi on pourra lire dans un dossier sur le 22e Congrès du PCF en date du 4 février 1976, que les positions révisionnistes de Marchais « trouvent leur origine dans la victoire de l'orientation stalinienne au sein de la IIIe Internationale, dans le courant des années 20 ». Voilà qui est clair, « le révisionnisme, c'est le stalinisme » pour le groupe « Révolution ! » (2).

Falsifier l'histoire et transformer la réalité, telle est la méthode des trotskystes, même lorsqu'ils se camouflent derrière une phraséologie prétendument « antirévionniste ».

La réalité, c'est que la question de l'origine du révisionnisme moderne est l'une des questions de fond de la ligne générale du Mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Déjà, la déclaration de 1957 estimait le révisionnisme comme le danger principal au

teurs du socialisme scientifique ont toujours montré que la dictature du prolétariat était une période transitoire, qu'elle était, par conséquent, temporaire par sa propre nature. Le développement de l'expérience soviétique a montré concrètement que la dictature du prolétariat cède la place à l'État de tout le peuple. Pour un pays comme la France il est permis d'affirmer que cette période temporaire peut être bien plus courte.»

Aujourd'hui le PCF est passé de la thèse de la « dictature temporaire du prolétariat » à la négation même de la nécessité historique de la dictature du prolétariat comme garantie de l'édification du socialisme.

Voilà le cheminement authentique du PCF qui le mena de l'« antistalinisme » au révisionnisme moderne.

Prétendre que le « révisionnisme moderne » a ses origines dans le « stalinisme », c'est nier le rôle et l'activité révolutionnaire en France du Parti communiste français, parti d'avant-garde de la classe ouvrière pendant toute la période historique qui s'étend du Congrès de Tours en décembre 1921 à la fin des années 50 (cela ne signifiant d'ailleurs pas que ce parti n'ait pas commis d'erreurs et n'ait pas eu de graves insuffisances).

La thèse de « Révolution ! » vise à nier purement et simplement l'activité révolutionnaire et héroïque de centaines de milliers de militants communistes ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires qui ont donné leur vie pour l'idéal de la dictature du prolétariat, pour bâtir en France une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui ont donné leur sang pour libérer le sol de France des hordes nazies durant la Seconde guerre mondiale.

C'est là encore une thèse TROTSKYSTE à 100 % qui ne comporte également aucune ambiguïté.

(1) Par une telle position, ils désirent faire confondre par certains militants qui se réclament honnêtement du marxisme-léninisme, le « suivisme » vis-à-vis d'un parti frère étranger, et l'adhésion libre et délibérée à la ligne idéologique et politique internationales du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Cette adhésion libre et délibérée, est la seule ligne correcte en ce domaine. Elle a été définie dans les principes révolutionnaires contenus dans les déclarations de 1957 et 1960, et réaffirmé dans la lettre en 25 points. Ce sont « le principe de solidarité, le principe du soutien et de l'aide mutuels, le principe d'indépendance et d'égalité et le principe de l'unanimité par voie de consultations, et tout cela à mettre en pratique sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. » (Lettre en 25 points, éditions de Pékin 1963).

(2) Notons qu'à ce sujet, le groupe trotskyste « Révolution ! » a appelé à voter Mitterrand — représentant la coalition révisionnistes et sociaux-démocrates — aux dernières élections présidentielles ; Mitterrand, homme politique de la grande bourgeoisie, bien connu pour ses crimes lors de la guerre de libération nationale du peuple algérien, alors que ce dernier était ministre de l'Intérieur.

Là dessus nous aurons également l'occasion de revenir dans de prochains numéros.

(A suivre demain)